

Suite à la crise sanitaire, la Cellule Economique de Bretagne a adapté ses outils de suivi de l'activité économique de la filière construction et vous propose ce document mensuel présentant d'une part le niveau actuel d'activité de l'ensemble de la filière et, d'autre part, les perspectives pour demain en analysant les leviers à la relance, tant du côté de la commande publique que de la commande privée.

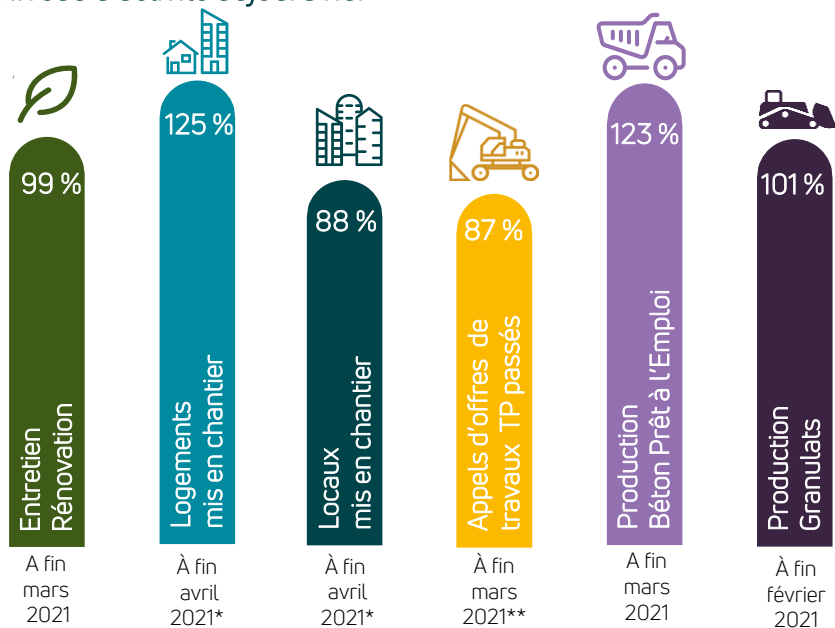
## ● PRÉVISIONS MACRO-ÉCONOMIQUES

La Banque de France estime à - 4 % la perte de PIB sur le mois de mai par rapport au niveau d'avant-crise, contre - 6 % en avril. Elle souligne, dans son enquête de conjoncture du mois de juin, une hausse de l'activité dans la plupart des secteurs de l'industrie et dans les services marchands, où les services de proximité tels que l'hébergement et la restauration commencent à se redresser. Dans le secteur du bâtiment, l'activité reste par ailleurs bien orientée, aussi bien dans le second œuvre que dans le gros œuvre, et ce même si 50 % des dirigeants d'entreprise font état de difficultés d'approvisionnement ayant un impact sur la production et que 47 % déclarent connaître des difficultés de recrutement (Banque de France). Un net rebond de l'activité économique est attendu aux troisième et quatrième trimestres 2021.

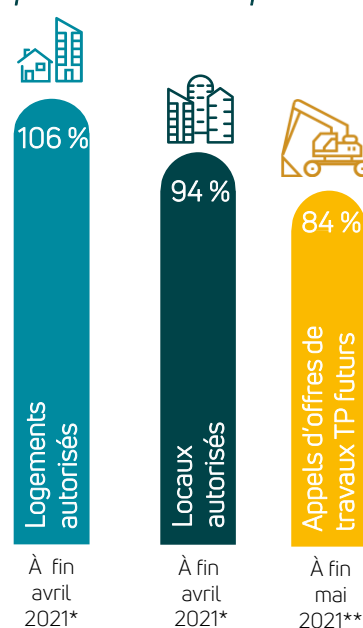
## ● VUE D'ENSEMBLE FILIÈRE CONSTRUCTION EN BRETAGNE

Niveau d'activité 2021 comparé au niveau 2020 (même période), sauf \* cumul 12 mois à fin avril 2021 et \*\* mai 2021 / moyenne mai 2017-2018-2019  
Unité : taux d'avancement | Traitement : Cellule Economique de Bretagne | Sources : SDES, GIE Réseau des CERC, FRB, UNICEM, FRTPT, Vecteur Plus

### Niveau d'activité aujourd'hui



### Perspectives d'activité pour demain



Si tous les secteurs de la Construction n'ont pas encore retrouvé leurs niveaux d'avant-crise, les tendances sont à l'amélioration. Les mises en chantier de logements neufs ressortent à un niveau plus élevé à fin avril 2021 (sur 12 mois). Si la production de locaux non résidentiels poursuit sa baisse, celle-ci tend à s'atténuer. En parallèle, le redressement de l'activité entretien-rénovation au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 permet de retrouver le niveau d'activité d'avant-crise. Du côté des Travaux Publics, même si l'activité s'est redressée au 2<sup>ème</sup> semestre 2020, elle s'est dégradée à nouveau au 1<sup>er</sup> trimestre 2021.

Les perspectives d'activité pour les mois à venir s'améliorent. Concernant le Bâtiment, le nombre de logements autorisés repart à la hausse en année glissante (+ 6,3 % à fin avril 2021). Le nombre de m<sup>2</sup> autorisés de locaux non résidentiels reste encore en retrait par rapport à l'année dernière (- 6,1 % en année glissante) mais un rattrapage commence à s'effectuer. Sur le marché de l'entretien-rénovation, les prévisions d'activité pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2021 sont mieux orientées qu'au trimestre précédent et continuent de rester meilleures qu'au niveau national. Toutefois, l'augmentation des prix des travaux d'entretien-amélioration des bâtiments couplée à la pénurie de certains matériaux inquiètent le secteur. Du côté des Travaux Publics, le nombre d'appels d'offres de travaux, précurseurs des travaux futurs, reste en recul (- 16 % en mai 2021 par rapport à la moyenne du mois de mai 2017/2018/2019).

# ● Quel niveau d'activité aujourd'hui ? POUR LES ENTREPRISES DU BÂTIMENT

## ● Activité entretien-rénovation

Après un début d'année 2020 marqué par la crise sanitaire et une chute inédite de l'activité, le marché de l'entretien-rénovation poursuit son redressement commencé depuis le 2<sup>ème</sup> semestre 2020. Le 1<sup>er</sup> trimestre 2021 se caractérise par une inflexion à la hausse marquée de l'activité. Cette évolution s'explique en partie par la mise en place du 1<sup>er</sup> confinement à partir du 17 mars 2020 ainsi que par l'accélération du dispositif MaPrimeRenov sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2021.

### + 10,4 % de l'activité entretien-rénovation au 1<sup>er</sup> trimestre 2021

par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre  
2020

Sur le marché de l'entretien-rénovation, l'activité au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 est en hausse par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (+ 10,4 % en volume). Cette augmentation est légèrement supérieure au niveau national (+ 9,9 %). Tous les marchés progressent : + 11,9 % pour la rénovation des logements et + 6,3 % pour les locaux.

Quel que soit le segment de marché, la situation en Bretagne est toujours meilleure qu'au niveau national (+ 11,1 % pour la rénovation des logements et + 6,0 % pour les locaux).

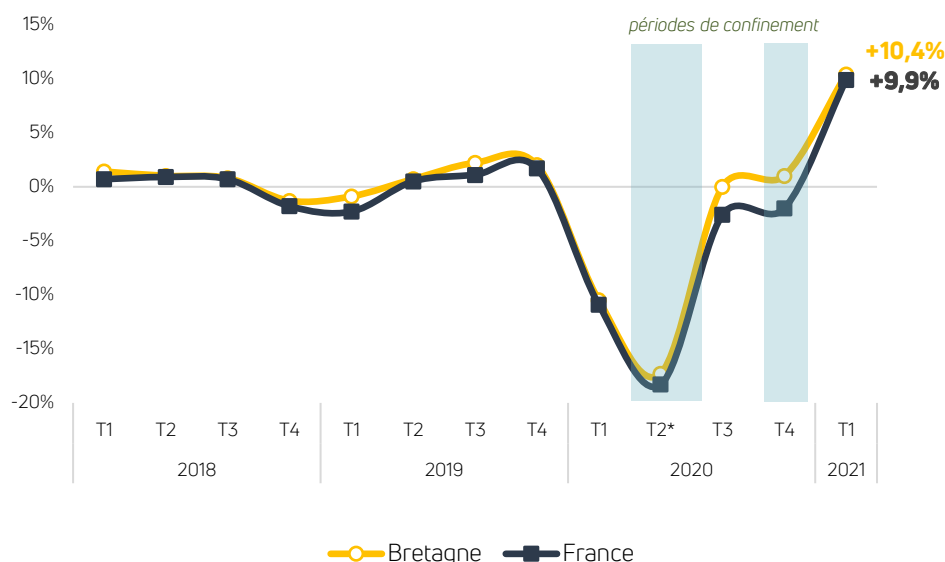
### 99 % de l'activité entretien- rénovation réalisée

cumul 12 mois à fin 1<sup>er</sup>  
trimestre 2021

La hausse du marché de l'entretien-rénovation au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 a permis de rattraper le niveau d'avant-crise. En année glissante, le niveau d'activité de l'entretien-rénovation atteint 99 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 par rapport au cumul 12 mois à fin 1<sup>er</sup> trimestre 2020.

### Évolution de l'activité entretien-rénovation Bâtiment

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



\* Estimations GIE Réseau des CERC basées sur un échantillon restreint d'entreprises

Source : FFB - Enquête Cellule Economique de Bretagne, Réseau des CERC.

# Quel niveau d'activité aujourd'hui ? POUR LES ENTREPRISES DU BÂTIMENT

A la fin du mois d'avril, la construction de logements neufs est très dynamique en Bretagne. En affichant la 2<sup>ème</sup> croissance la plus forte, la Bretagne reste parmi les régions connaissant les plus fortes hausses au niveau national. Du côté du non-résidentiel neuf, la situation s'améliore, même si le niveau global de production continue de diminuer.

## Les mises en chantier de logements neufs

**+ 81,1 % de logements mis en chantier entre février et avril 2021** par rapport à la même période de 2020

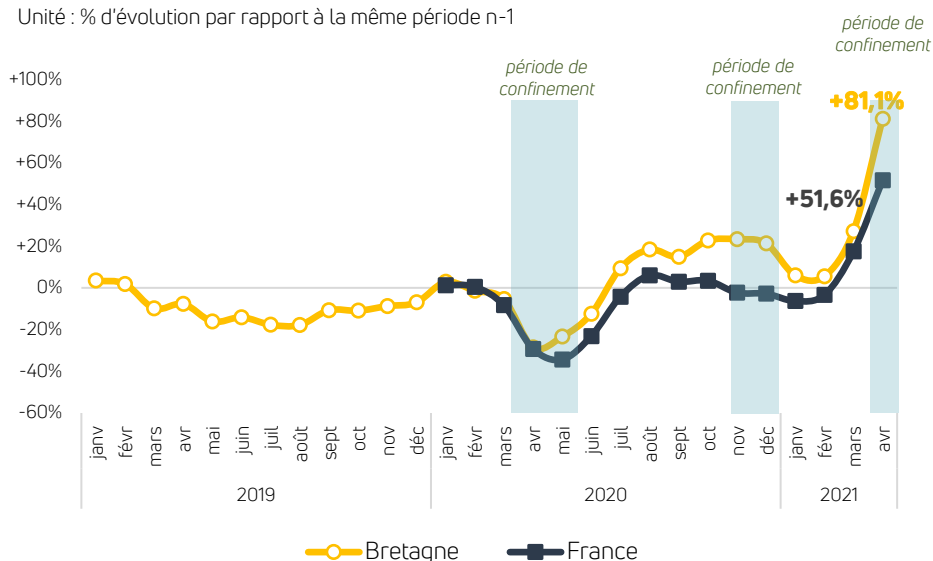
Le nombre de logements mis en chantier entre février et avril 2021 est supérieur de 81,1 % par rapport à la même période de l'année précédente. Sur trois mois (de février à avril 2021), le nombre de logements mis en chantier est resté quasiment stable par rapport aux trois mois précédents (- 0,7 %). Les marchés sont orientés différemment : le secteur de l'individuel se démarque par une hausse (+ 10,0 %) alors que le secteur collectif et en résidence continue de diminuer, mais moins fortement (- 11,3 %).

**+ 25,3 % de logements mis en chantier sur un an** cumul 12 mois à fin avril 2021

En année glissante, les mises en chantier augmentent (+ 25,3 %). Cette hausse s'explique essentiellement par le dynamisme du collectif (+ 41,1 %).

Evolution du nombre de logements mis en chantier sur trois mois glissants par rapport aux mêmes mois de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date réelle estimée pour les logements (estimations à fin avril 2021).

## Les mises en chantier de locaux neufs

**+36,4 % de mises en chantier de locaux neufs entre février et avril 2021** par rapport à la même période de 2020

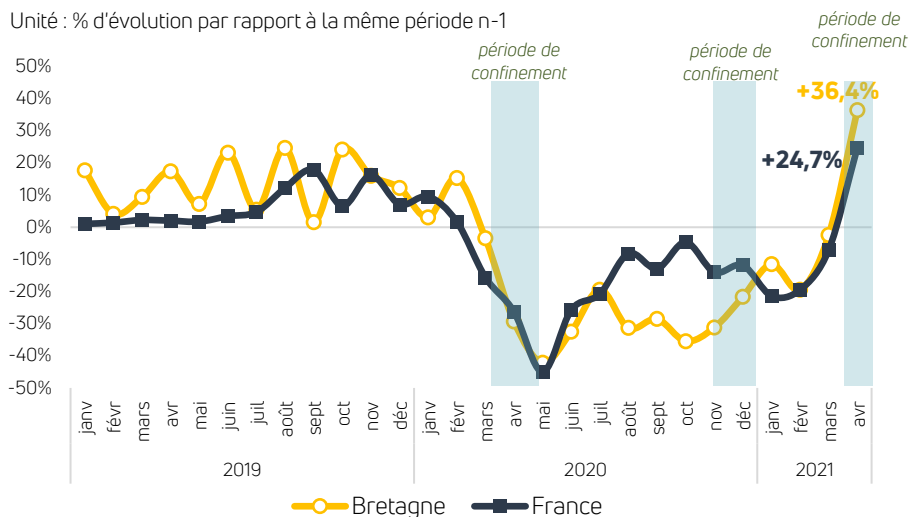
Le nombre de m2 de locaux mis en chantier entre février et avril 2021 s'établit à un niveau supérieur par rapport à la même période de l'année précédente (+ 36,4 %). Toutefois, il a diminué de 14,5 % sur trois mois par rapport aux trois mois précédents.

**- 12 % de locaux mis en chantier sur un an** cumul 12 mois à fin avril 2021

En année glissante, le niveau global de production continue de diminuer, mais à un rythme moins élevé que le mois dernier (- 12,0 %). A l'exception des Côtes d'Armor, cette tendance touche l'ensemble des départements bretons. Quasiment tous les marchés sont orientés à la baisse. Toutefois, l'hébergement hôtelier (+ 55,3 %) et les entrepôts (+ 3,9 %) résistent.

Evolution des surfaces mises en chantier de locaux sur trois mois glissants par rapport aux mêmes mois de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date de prise en compte pour les locaux.

# ● Quel niveau d'activité aujourd'hui ?

## POUR LES ENTREPRISES DE TRAVAUX PUBLICS

Deux séquences se distinguent en 2020. Une chute brutale des opinions des chefs d'entreprise bretons a été constatée au 1<sup>er</sup> semestre. Cela est en partie expliqué par la mise en œuvre du premier confinement strict. Avec la levée des restrictions début mai 2020, le second semestre s'est caractérisé par un redressement des opinions sur l'activité. Toutefois, l'opinion des chefs d'entreprise s'est à nouveau dégradée au 1<sup>er</sup> trimestre 2021.

### ● Opinion des chefs d'entreprise de TP sur leur activité

#### - 9 % de soldes d'opinion sur l'activité récente du 1<sup>er</sup> trimestre 2021

Après un net redressement observé lors du second semestre de l'année 2020, le solde d'opinion sur l'activité récente redevient négatif. Ce solde d'opinion est bien inférieur à la moyenne de longue période (+ 15 points sur la période 2017 - 2021).

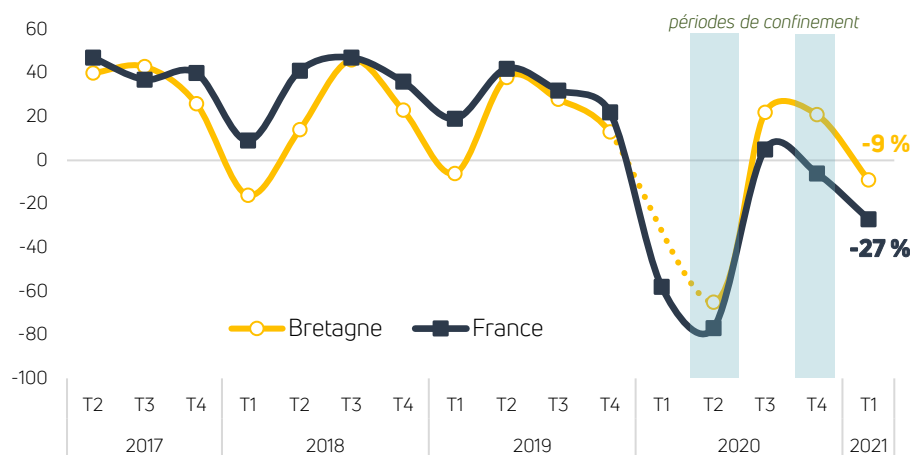
Au niveau national, l'activité poursuit son repli, plus marqué qu'au trimestre précédent.

#### 73 % des entreprises bretonnes de Travaux Publics estiment être limitées dans leur capacité de production à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2021

Pour 34 % d'entre elles (contre 55 % au trimestre précédent), c'est l'insuffisance de la demande qui limite la production. Notons que la production est également limitée par la pénurie de main-d'œuvre (pour 32 % des entreprises).

#### Evolution de l'opinion des chefs d'entreprise de Travaux Publics sur l'activité du trimestre

Unité : solde d'opinion



Source : Enquête trimestrielle FNTF/ INSEE.

# Quel niveau d'activité aujourd'hui ? DANS L'INDUSTRIE DES CARRIÈRES ET MATÉRIAUX

Après une dégradation des productions de l'industrie des Carrières et Matériaux pendant la période de confinement, une reprise progressive des productions s'est enclenchée à partir du mois de juin 2020. Le rattrapage est plus marqué pour le béton prêt à l'emploi (BPE) que pour les granulats. A fin mars 2021, la production de BPE a dépassé celle de l'année passée, en année glissante. Concernant les granulats, les niveaux d'avant-crise ne sont pas encore retrouvés, la production étant encore en retrait en année glissante à fin février 2021.

## Production de béton prêt à l'emploi

**+ 22,9 % de production de BPE entre janvier et mars 2021**

par rapport à la même période de l'année précédente

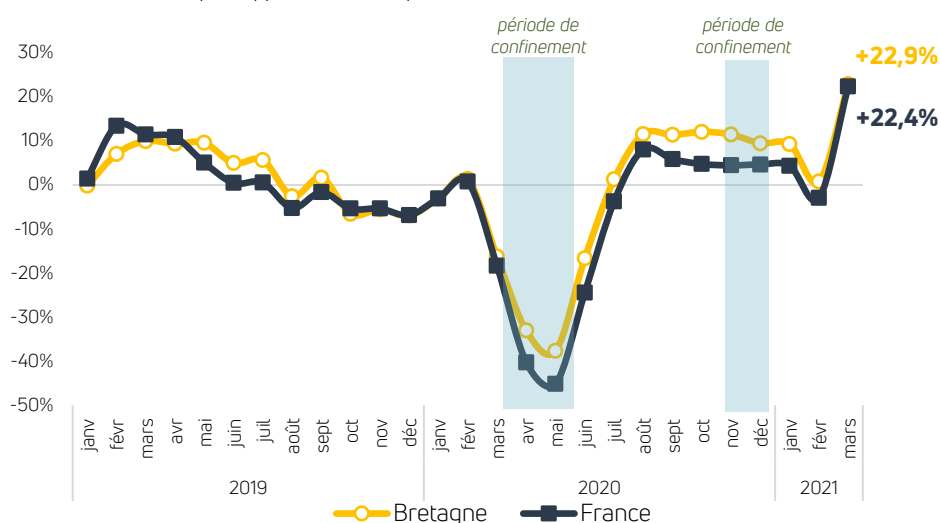
La production de BPE progresse sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2021 et affiche une hausse de 22,9 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette forte augmentation s'explique par une activité fortement ralentie en 2020 du fait du 1<sup>er</sup> confinement. Une dynamique similaire est observée au niveau national (+ 22,4 %).

**105,9 % de production de BPE cumulé 12 mois à fin mars 2021**

En année glissante, les niveaux de production de BPE d'avant-crise sont dépassés en Bretagne. À fin mars 2021, sur 12 mois glissants, la production de BPE est en hausse de 5,9 %.

Evolution de la production de BPE sur trois mois glissants par rapport aux mêmes mois de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo).

## Production de granulats

**+ 4,0 % de production de granulats entre déc. 2020 et février 2021**

par rapport à la même période de 2019-2020

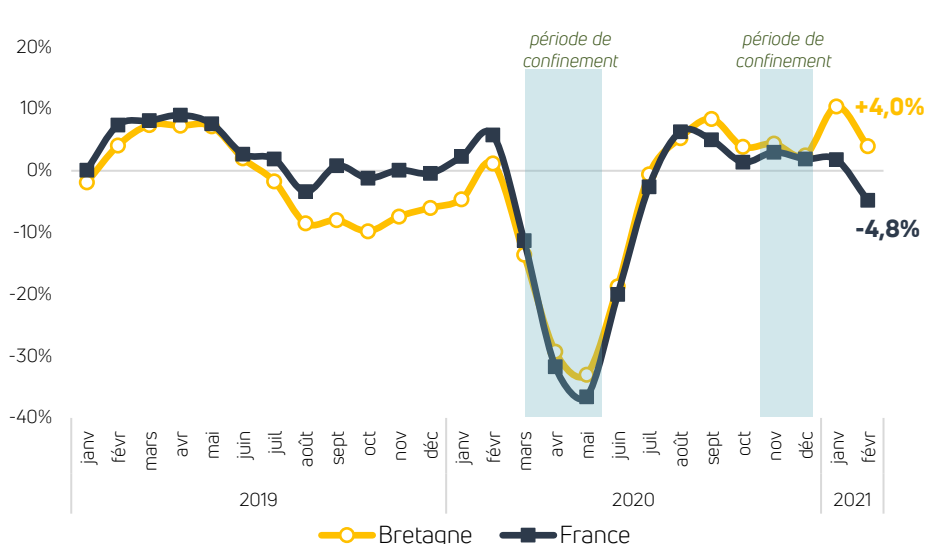
Sur trois mois glissants à fin février 2021, la production de granulats est en hausse de 4,0 % par rapport à la même période en 2019-2020. Cette progression contraste avec le recul au niveau national (- 4,8 %).

**94 % de granulats produits cumulé 12 mois à fin février 2021**  
par rapport au cumulé 12 mois à fin février 2020

Les niveaux de production d'avant-crise ne sont pas encore retrouvés, la production de granulats restant inférieure à celle de l'année dernière. A fin février 2021, 94 % de la production réalisée à fin février 2020 est effective.

Evolution de la production de granulats sur trois mois glissants par rapport aux mêmes mois de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo).

# Quels impacts sur l'emploi et les entreprises ?

## L'EMPLOI

Alors que l'emploi salarié dans la Construction était bien orienté depuis 2017 en Bretagne, celui-ci subit un ralentissement au début de l'année 2020, tout en se maintenant sur le 1<sup>er</sup> semestre 2020. Il progresse même sur le 2<sup>ème</sup> semestre 2020 : l'emploi salarié au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 affiche une hausse de 2,1 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019. L'emploi salarié a ainsi été préservé. L'emploi intérimaire s'améliore au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, après une année 2020 dégradée.

Une amélioration est constatée du côté des demandeurs d'emploi de catégorie A dans le secteur de la Construction, avec une baisse de 3,3 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2020.

## L'emploi salarié dans la Construction

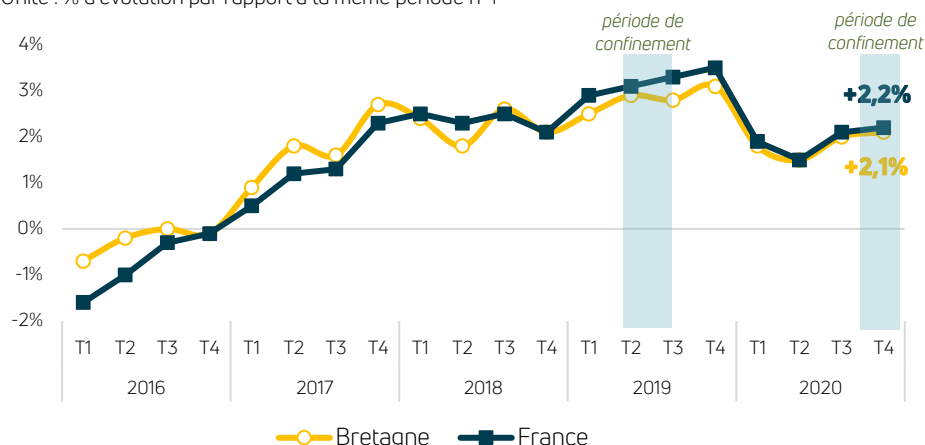
**+ 2,1 % de salariés dans la Construction au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019**

L'emploi salarié dans la Construction continue de progresser au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 (+2,1 %). 75 047 salariés sont recensés à fin décembre 2020 dans le secteur de la Construction en Bretagne, soit environ 1 640 salariés supplémentaires par rapport à fin 2019.

Au niveau national, l'emploi salarié enregistre une progression du même ordre (+ 2,2 %).

Evolution trimestrielle du nombre de salariés dans la Construction par rapport au même trimestre de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : ACOSS - URSSAF (données cvs).

## L'emploi intérimaire dans la Construction

**+ 9,1 % d'intérimaires dans la Construction au 1er trimestre 2021 par rapport au 1er trimestre 2020**

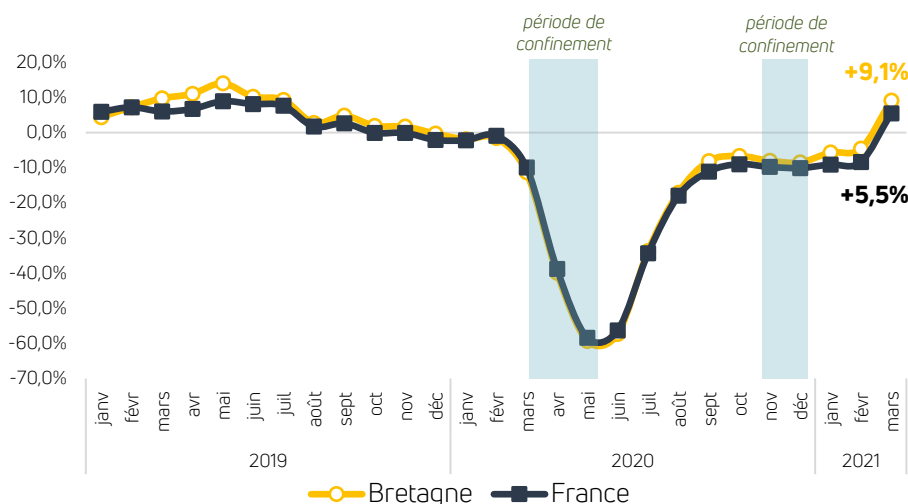
L'emploi intérimaire en Bretagne a fortement progressé au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2020 (+ 9,1 %). Cette augmentation est plus élevée qu'au niveau national (+ 5,5 %).

Cette forte hausse s'explique essentiellement par la chute de l'emploi intérimaire à partir du 17 mars 2020 (mise en place du 1<sup>er</sup> confinement).

8 362 intérimaires en équivalent temps plein sont recensés dans le secteur de la Construction à fin mars 2021 en Bretagne.

Evolution du nombre d'intérimaires dans la Construction

Unité : 3 mois glissants, % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : DARES (données brutes).

# Quels impacts sur l'emploi et les entreprises ?

## L'EMPLOI

### Déclarations préalables à l'embauche

**+ 4,1 % de déclarations préalables à l'embauche dans le secteur de la Construction au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020**

par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019 (quel que soit le contrat)

Après avoir été très fortement impactées par la crise sanitaire et la 1<sup>ère</sup> période de confinement (- 29,9 % au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020 par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019), les déclarations préalables à l'embauche dans le secteur de la Construction se sont redressées dès le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020 et progressent de 4,1 % sur les derniers mois de l'année 2020.

Les déclarations enregistrées sur l'ensemble de l'année 2020 dans le secteur de la Construction en Bretagne atteignent 94 % du volume de 2019 (96 % en CDI, 92 % CDD longue durée et 94 % CDD courte durée).

Evolution trimestrielle du nombre de déclarations préalables à l'embauche dans le secteur de la Construction

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : URSSAF (données brutes).

### Demandeurs d'emploi

**-3,3 % de demandeurs d'emploi (cat. A) recherchant un métier Construction à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2021**

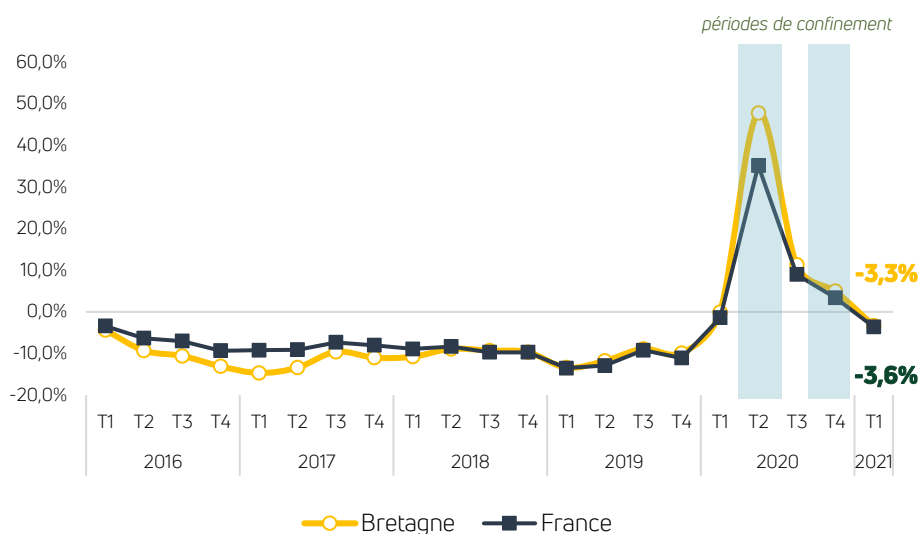
par rapport à fin 1<sup>er</sup> trimestre 2020

Après avoir enregistré une très forte hausse au 2<sup>ème</sup> trimestre 2020 (+ 47,8 % par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2019), le nombre de demandeurs d'emploi redevient inférieur à celui de l'année dernière à la même période (- 3,3 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2021). Cela contraste avec la hausse constatée tous secteurs d'activité confondus (+ 4,2 %).

9 500 demandeurs d'emploi de catégorie A recherchant un métier dans la Construction sont recensés à fin mars 2021 en Bretagne. L'amélioration de la situation est identique en Bretagne et au niveau national (- 3,6 %).

Evolution trimestrielle des demandeurs d'emploi en fin de mois en catégorie A dans la Construction

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail) (Données brutes).

# Quels impacts sur l'emploi et les entreprises ?

## LA DYNAMIQUE DES ENTREPRISES

La dynamique des entreprises a subi un coup d'arrêt suite à la crise sanitaire. Le nombre de créations d'entreprises dans le secteur de la Construction, quasi-stable au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, a enregistré une chute brutale sur le 2<sup>ème</sup> trimestre, après neuf mois consécutifs de hausse. Après une stabilisation au 3<sup>ème</sup> trimestre 2020, les créations d'entreprises sont reparties à la hausse au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020 (+ 9 % par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019). Cette dynamique se poursuit sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2021 (+ 27 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2020).

### Créations d'entreprises

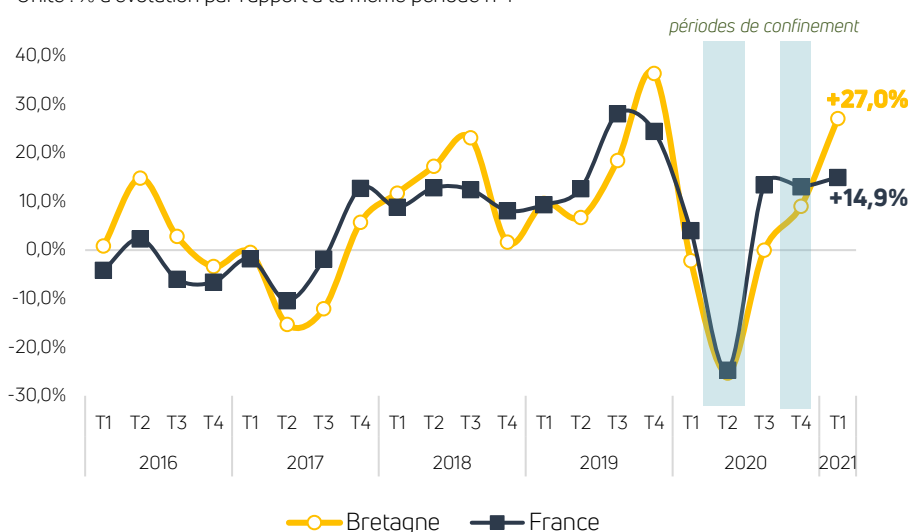
**+ 27 % de créations d'entreprises de la Construction au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2020**

Après une année 2019 très dynamique en matière de créations d'entreprises (y compris les micro-entreprises) et notamment au cours du 4<sup>ème</sup> trimestre 2019, une chute brutale a été constatée au premier semestre 2020. Le niveau s'est par la suite redressé : les créations d'entreprises dans le secteur de la Construction augmentent de manière continue depuis le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020. Depuis le début de l'année 2021, les créations affichent une forte hausse : + 27,0 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2020. Cette dynamique est supérieure à la tendance enregistrée au niveau national (+ 14,9 %).

Les micro-entrepreneurs pèsent 48 % du total des créations d'entreprises bretonnes de la Construction au 1<sup>er</sup> trimestre 2021. Aussi, hors micro-entrepreneurs, les créations d'entreprises sont en hausse de 39,1 % en année glissante.

#### Evolution trimestrielle des créations d'entreprises de la Construction

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



### Défaillances d'entreprises

**- 57 % de défaillances d'entreprises au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2020**

La Banque de France recense 43 entreprises du secteur de la Construction sous le coup de procédures judiciaires au 1<sup>er</sup> trimestre 2021. Cela représente 54 salariés.

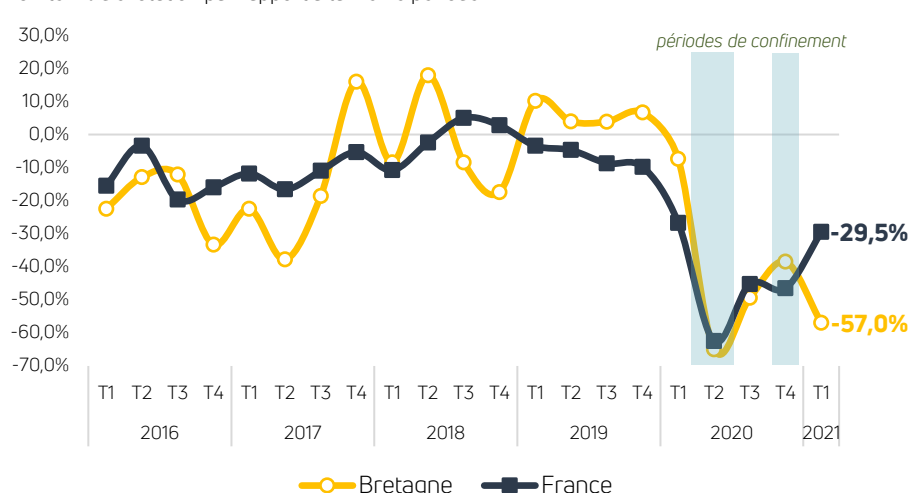
Ce faible niveau de défaillances s'explique par plusieurs facteurs :

- L'enregistrement a été impacté par le ralentissement du fonctionnement des juridictions commerciales, notamment pendant le confinement.
- La réglementation a été adaptée à cette situation exceptionnelle (modification de l'appréciation de l'état de cessation de paiement, octroi de délais supplémentaires à certaines procédures).

Ainsi, ces évolutions ne sont pas représentatives des difficultés économiques des entreprises de la filière construction.

#### Evolution trimestrielle du nombre de défaillances d'entreprises de la Construction

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1





# Quelles perspectives de relance pour la filière Construction ?

## L'ACTIVITE DANS LE BÂTIMENT

Les résultats de l'enquête de conjoncture réalisée par la Banque de France auprès des chefs d'entreprise confirment une activité à la hausse au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021. Les carnets de commandes ont fortement progressé au 1<sup>er</sup> trimestre 2021. Aussi, les prévisions sont optimistes concernant l'activité sur le 2<sup>ème</sup> trimestre 2021. A noter que les prix des travaux d'entretien-amélioration des bâtiments (IPEA) ont augmenté de manière soutenue au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 (+ 1,3 %, après + 0,2 % au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020).

### Prévision d'activité en entretien-rénovation

**+ 30 % de soldes d'opinion sur l'activité prévue en entretien-rénovation pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2021**

La part des entreprises anticipant une hausse de leur montant de facturation repart à la hausse au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021 par rapport au trimestre précédent. Le solde d'opinion augmente (+ 30 contre + 10 au 1<sup>er</sup> trimestre 2021).

Les perspectives bretonnes restent meilleures qu'au niveau national où une amélioration du montant de facturation est également anticipée par les chefs d'entreprise mais sur un rythme moins soutenu (+ 11, en hausse de 21 points par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021).

#### Prévision d'activité en entretien-rénovation

Unité : soldes d'opinion



### Evolution des carnets de commandes

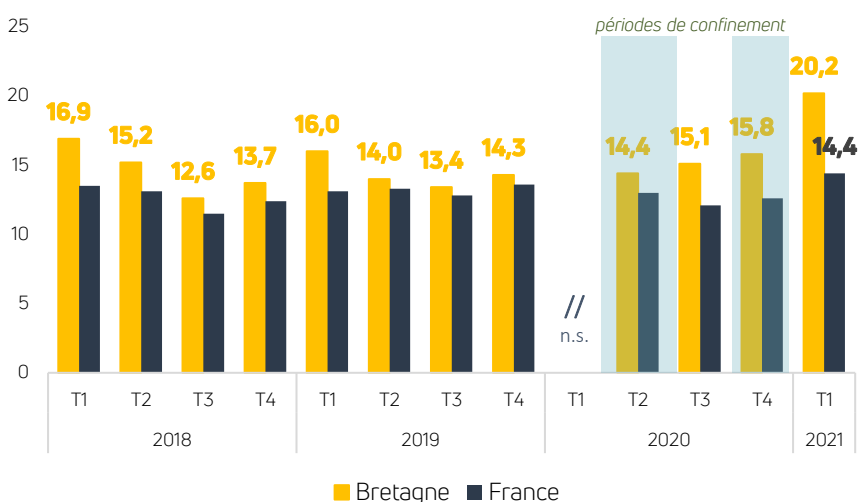
**+ 4,4 semaines de carnets de commandes en entretien-rénovation à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2021 par rapport à la fin du 4<sup>ème</sup> trimestre 2020**

A la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2021, les carnets de commandes en entretien-rénovation augmentent fortement et représentent 20,2 semaines de travail garanties en Bretagne (+ 4,4 semaines par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020).

Ils restent toujours plus garnis qu'à l'échelle nationale (14,4 semaines, +1,8 semaine par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020).

#### Évolution des carnets de commandes en entretien-rénovation

Unité : nombre moyen de semaines



Source : FFB - Enquête Cellule Economique de Bretagne, Réseau des CERC.

# Quelles perspectives de relance pour la filière Construction ?

## L'ACTIVITE DANS LES TRAVAUX PUBLICS

Marquant une tendance à la baisse depuis près de 9 mois, les opinions des chefs d'entreprise de Travaux Publics s'orientent à nouveau à la hausse concernant leurs perspectives d'activité sur le 2<sup>ème</sup> trimestre 2021 (+ 28 % en Bretagne). Il s'agit du plus haut niveau atteint depuis 2019.

### ● Prévision d'activité

**+ 28 % de soldes d'opinion des entreprises de Travaux Publics sur leur activité future au 2<sup>ème</sup> trimestre 2021**

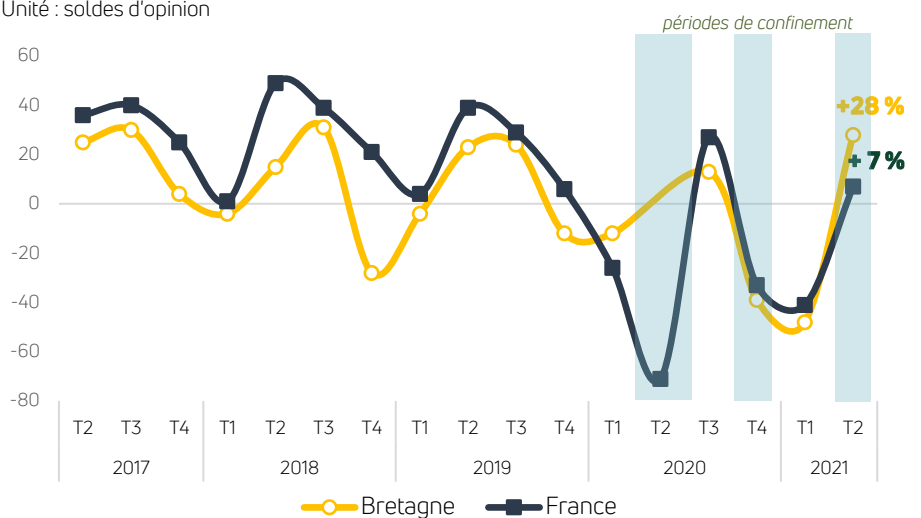
Les chefs d'entreprise de Travaux Publics se montrent confiants sur l'activité à venir, aussi bien avec la clientèle publique que privée. Les chefs d'entreprise bretons redeviennent plus optimistes qu'au niveau national (+ 7 %).

**+21 % de soldes d'opinion des entreprises de Travaux Publics sur leurs effectifs futurs**

Les effectifs devraient croître sur les prochains mois, les opinions des entreprises s'améliorant sensiblement concernant les effectifs futurs (+ 21 % contre - 2 % au trimestre précédent).

Evolution de l'opinion des chefs d'entreprise de Travaux Publics sur leur activité future

Unité : soldes d'opinion



Source : Enquête trimestrielle FNTP/ INSEE.

### ● Evolution des carnets de commandes

**4,4 mois de carnets de commandes à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2021**

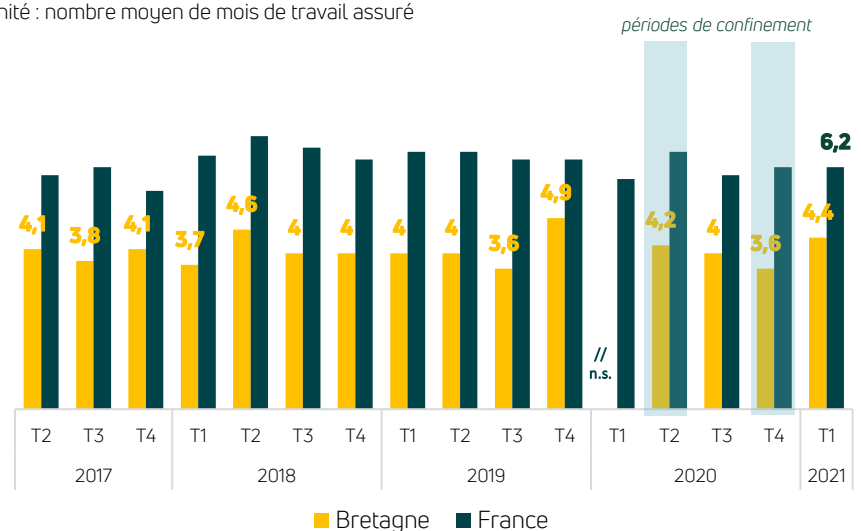
Les entreprises de Travaux Publics estiment leurs carnets de commandes à 4,4 mois à fin mars 2021, en progression sur 3 mois (3,6 mois au 4<sup>ème</sup> trimestre 2020). Les carnets de commandes sont jugés bien inférieurs à leur niveau normal par les chefs d'entreprise (- 37 % contre - 46 % il y a trois mois). Soulignons une comparaison avec le 1<sup>er</sup> trimestre 2020 impossible du fait de l'indisponibilité des données.

Les carnets de commandes au niveau national sont toujours mieux garnis qu'en Bretagne (6,2 mois) et restent stables sur 3 mois.

**- 37 % de soldes d'opinion des entreprises de Travaux Publics sur leurs carnets de commandes au 1<sup>er</sup> trimestre 2021**

Evolution des carnets de commandes des entreprises de Travaux Publics

Unité : nombre moyen de mois de travail assuré



Source : Enquête trimestrielle FNTP/ INSEE.

# Quels leviers de relance pour la filière Construction ?

## LA COMMANDE PUBLIQUE

La commande publique représente 60 % de l'activité totale dans les Travaux Publics et environ 20 % de celle du Bâtiment. Les appels d'offres sont annonciateurs des futurs chantiers pour les entreprises de la Construction. Il s'agit de leviers indispensables à la reprise économique du secteur de la construction dans les territoires. Toutefois, la crise sanitaire, le renouvellement et l'installation plus tardive des conseils municipaux et intercommunaux ont des impacts sur les plans de programmation des investissements des communes et des structures intercommunales. Les marchés de travaux de Bâtiment sont aujourd'hui orientés à la baisse, mais une dynamique de rattrapage par rapport au niveau d'avant-crise semble se dessiner. De même, les appels d'offres des Travaux Publics n'ont pas encore retrouvé leur niveau d'avant-crise.

### ● Marchés de travaux de Bâtiment

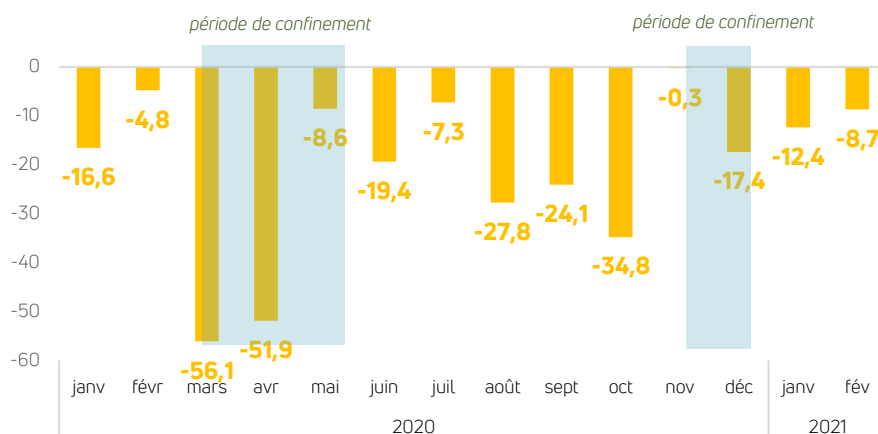
**-8,7 % de marchés de travaux publiés en février 2021**

par rapport à février 2020

En février 2021, le nombre de marchés de travaux Bâtiment publiés reste inférieur au niveau de l'année précédente à la même période (- 8,7 %). Une dynamique de rattrapage semble cependant se dessiner depuis décembre 2020. À fin février 2021, sur 12 mois glissants, le nombre de marchés de travaux Bâtiment publiés a chuté de 24,2 %.

#### Évolution du nombre de marchés publiés pour des travaux de Bâtiment en Bretagne

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Vecteur Plus – traitement : Cellule Economique de Bretagne.

### ● Marchés de travaux de Travaux Publics

**-16 % d'appels d'offres remis en mai 2021**

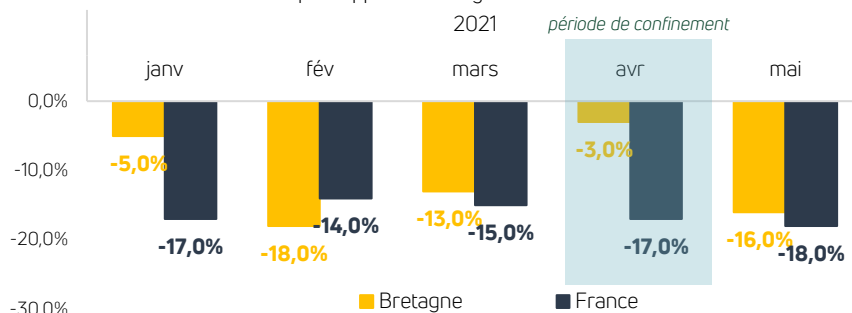
par rapport à la moyenne des appels d'offres en mai 2017/2018/2019

A fin mai 2021, le nombre d'appels d'offres remis dans le secteurs des Travaux Publics est en baisse de 16,0 % par rapport à la moyenne des mois de mai 2017/2018/2019. La baisse est de 18,0 % au niveau national.

De manière globale, le niveau des appels d'offres remis dans le secteur des Travaux Publics depuis le début de l'année 2021 reste inférieur à leur niveau d'avant-crise.

#### Evolution du nombre d'appels d'offres remis dans le secteur des Travaux Publics

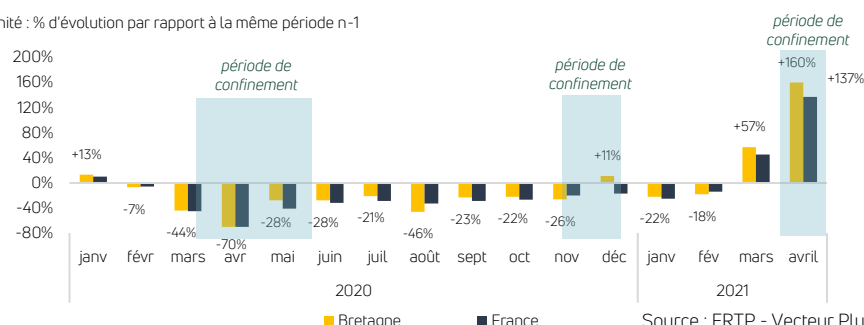
Unité : % d'évolution mois 2021 par rapport à la moyenne mois 2017-2018-2019



Source : FRTF - Vecteur Plus.

Pour rappel, l'ancienne méthode de calcul (% d'évolution par rapport à la même période n-1) mettait en valeur une forte hausse du nombre d'appels d'offres dans les Travaux Publics en avril 2021 (+ 160 %) par rapport au mois d'avril 2020 (mois impacté par le 1<sup>er</sup> confinement strict). Cette hausse n'est toutefois pas représentative des appels d'offres, le mois d'avril 2020 ayant été marqué par le 1<sup>er</sup> confinement strict.

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : FRTF - Vecteur Plus.

# Quels leviers de relance pour la filière Construction ?

## LA COMMANDE PUBLIQUE

### Marchés de maîtrise d'œuvre Bâtiment et Travaux Publics

#### **+ 42,5 % de marchés publics de maîtrise d'œuvre pour des travaux BTP publiés en février 2021**

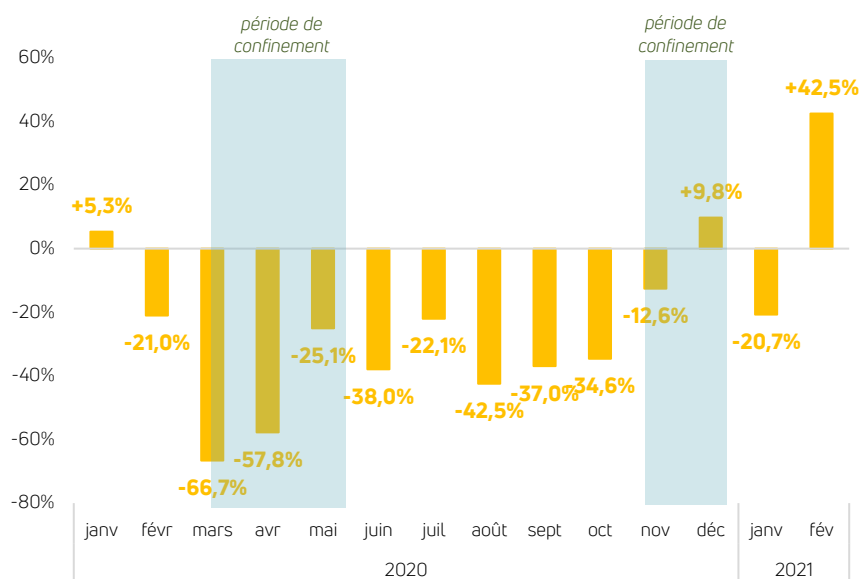
par rapport à février 2020

Le nombre de marchés publics de maîtrise d'œuvre (y compris concours) pour des travaux BTP publiés en Bretagne a augmenté en février 2021 : + 42,5 % par rapport à février 2020.

À fin février 2021, sur 12 mois glissants, le nombre de marchés publics de maîtrise d'œuvre pour des travaux BTP a baissé de 27,9 %.

#### Évolution du nombre de marchés publics de maîtrise d'œuvre pour des travaux BTP en Bretagne

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : Vecteur Plus – traitement : Cellule Economique de Bretagne.

# Quels leviers de relance pour la filière Construction ?

## LA COMMANDE PRIVÉE

Les autorisations de logements ne concernent pas uniquement le logement privé. Une partie de ces autorisations concerne les logements sociaux ou publics, part qui reste faible. De même, dans le non-résidentiel, les surfaces tertiaires autorisées concernent à la fois le secteur privé et public (ce dernier représente 12 % de la surface autorisée sur les 12 derniers mois). S'il n'est pas exact de parler stricto sensu de commande privée, la faible part des marchés publics permet de proposer une vision du comportement de la commande privée dans la construction neuve.

### • Autorisations de logements neufs

**+ 36,9 % d'autorisations de logements neufs entre février et avril 2021** par rapport à la même période de 2020

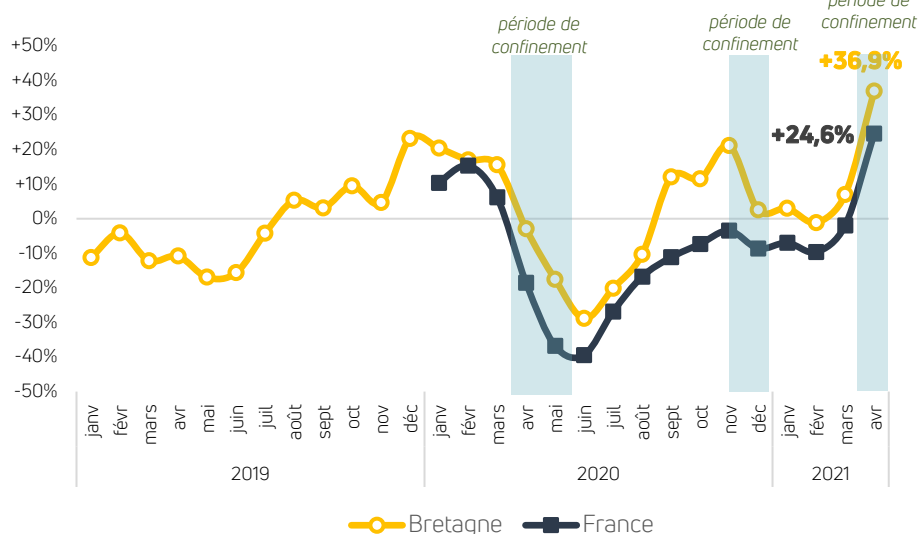
Sur trois mois (de février à avril 2021), le nombre de logements autorisés affiche une augmentation de 36,9 % par rapport à la même période de l'année précédente. Au niveau national, la situation s'améliore (+ 24,6 %) tout en restant moins dynamique qu'en Bretagne.

**+ 6,3 % de logements autorisés sur un an cumulé 12 mois à fin avril 2021**

Les perspectives pour les mois à venir redeviennent positives (+ 6,3 % en année glissante). La Bretagne affiche ainsi la progression la plus importante au niveau national (qui affiche toujours une dégradation, à - 6,5 %). Cette hausse est portée par le collectif (+ 6,5 %) et l'individuel pur (+ 7,5 %) tandis que l'individuel groupé est orienté à la baisse (- 1,3 %). Par département, la demande augmente dans le Finistère (+ 17,2 %), le Morbihan (+ 14,3 %) et les Côtes d'Armor (+ 4,6 %) alors qu'elle reste en retrait en Ille-et-Vilaine (- 3,9 %).

Evolution sur trois mois glissants du nombre de logements autorisés par rapport aux mêmes mois de l'année précédente\*

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date réelle estimée, estimations à fin avril 2021.

### • Surfaces autorisées de bâtiments non résidentiels neufs

**+ 17,7 % de surfaces autorisées de locaux neufs entre février et avril 2021** par rapport à la même période de 2020

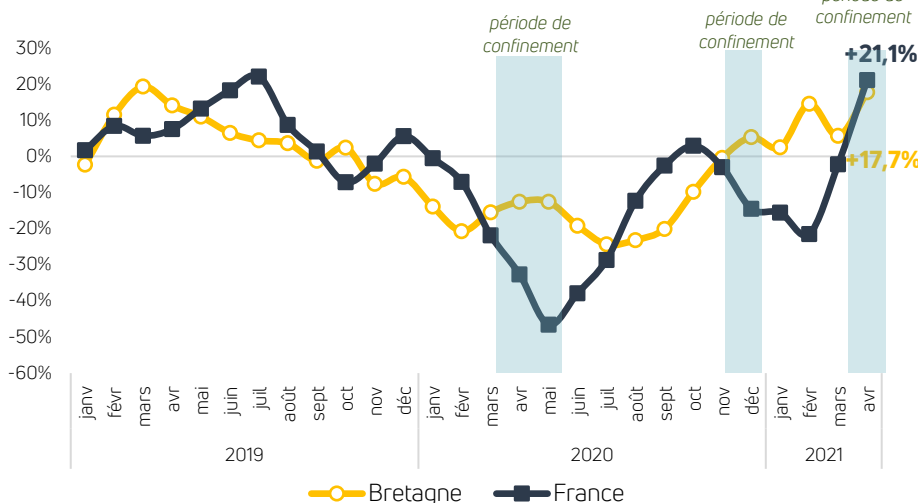
Les surfaces autorisées sur la période février-avril 2021 en Bretagne sont supérieures au niveau enregistré à la même période de l'année précédente (+ 17,7 %). La tendance est également à la hausse au niveau national (+ 21,1 %).

**- 6,1% de surfaces autorisées de locaux neufs sur un an cumulé 12 mois à fin avril 2021**

Sur 12 mois glissants, le recul est de 6,1 %. Cette orientation ne concerne pas tous les départements. Si l'Ille-et-Vilaine et les Côtes d'Armor connaissent une augmentation des autorisations (+ 1,5 % et + 1,7 %), le Morbihan et le Finistère voient leurs autorisations diminuer (- 12,8 % et - 13,9 %). Tous les marchés sont orientés à la baisse, excepté celui des entrepôts (+ 4,1 %). Au niveau national, la situation reste plus dégradée (- 8,5 %).

Evolution sur trois mois glissants des surfaces autorisées de locaux par rapport aux mêmes mois de l'année précédente\*

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : SDES, Sit@del2 en date de prise en compte.

**Avertissement :**

Les évolutions de ce trimestre sont calculées par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, marqué par le début de la crise sanitaire. Elles sont à interpréter avec précaution.

# Quels leviers de relance pour la filière Construction ?

## LA COMMANDE PRIVÉE

Les évolutions du nombre de logements neufs mis en vente et réservés à la vente (ou vendus) sont très fortement orientées à la hausse sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2021, en comparaison avec la même période en 2020. Cela s'explique notamment par la mise en œuvre du confinement strict en mars 2020 durant lequel l'activité a été fortement ralentie.

### Promotion immobilière : Logements réservés à la vente

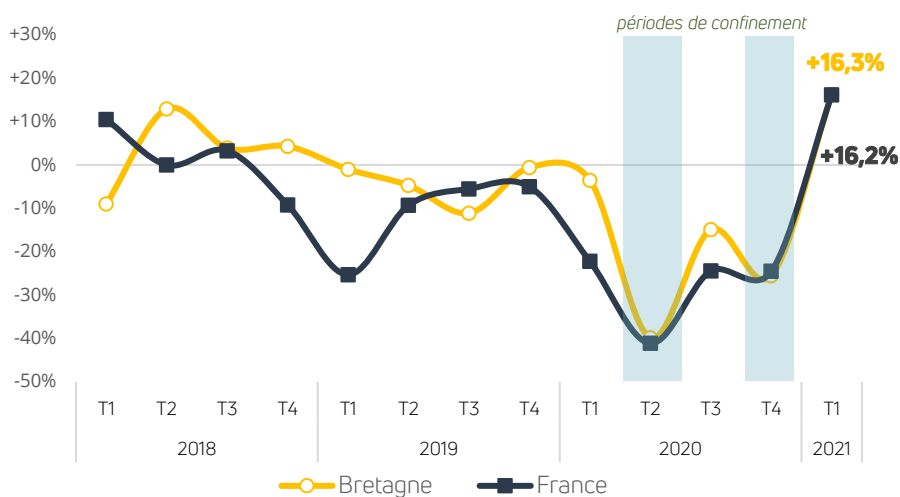
**+ 16,3 % de logements neufs réservés à la vente (ou vendus) au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2020**

Les ventes de logements neufs (individuels groupés et collectifs) enregistrent une augmentation de 16,3 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 par rapport à la même période en 2020 (évolution similaire au niveau national). Cette tendance concerne le marché des logements collectifs (+ 16,1 %) ainsi que celui de l'individuel groupé (+ 17,4 %).

En volume, les ventes de logements neufs augmentent de manière continue depuis le 2<sup>ème</sup> trimestre 2020 en Bretagne.

Evolution du nombre de logements individuels groupés et collectifs réservés à la vente par rapport au même trimestre de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1



Source : ECLN.

### Promotion immobilière : Logements mis en vente

**+ 105 % de logements neufs mis en vente au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2020**

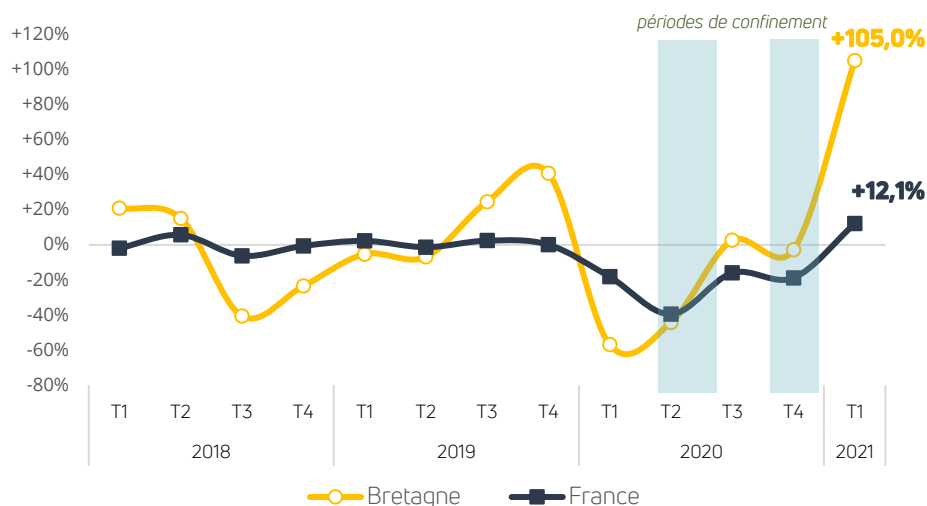
La tendance régionale montre une forte augmentation des mises en vente de logements neufs (individuels groupés et collectifs) au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 : + 105,0 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2020. Les évolutions sont toutefois différenciées par marché : les mises en vente de logements collectifs sont orientées à la hausse (+ 113,8 %) tandis que celles des logements individuels groupés connaissent une baisse (-17,5 %).

Notons également que le volume de logements mis en vente poursuit son augmentation depuis le 3<sup>ème</sup> trimestre 2020.

La situation s'améliore également au niveau national mais n'est pas aussi soutenue (+ 12,1 %).

Evolution du nombre de logements individuels groupés et collectifs mis en vente par rapport au même trimestre de l'année précédente

Unité : % d'évolution par rapport à la même période n-1

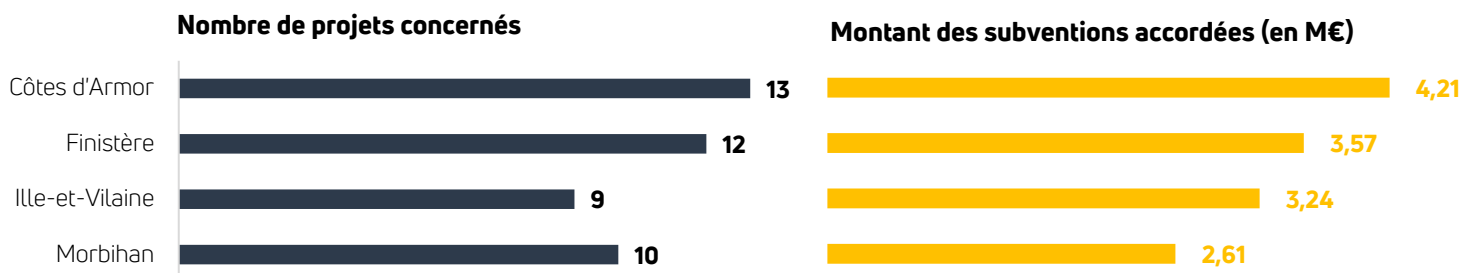


Source : ECLN.

# Annexe : Suivi du Plan de Relance 2020-2022

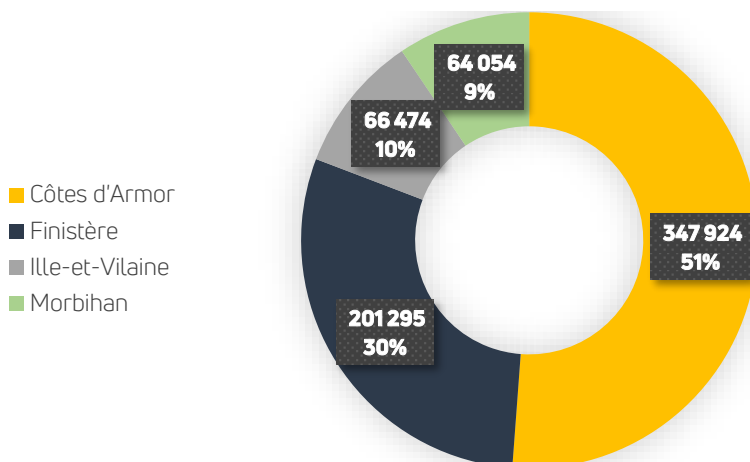
## France Relance : 44 projets de réhabilitation de friches industrielles soutenus en Bretagne pour un montant de 13,6 M€

Nombre et montant des projets de réhabilitation des friches industrielles soutenus dans le cadre du plan France Relance



Source : Dreal Bretagne, Ademe.

Répartition des 680 000 m<sup>2</sup> de friches industrielles réhabilitées



Sources utilisées dans cette note : Enquête GIE-Réseau des CERC-Cellule Economique de Bretagne, FFB-FRB, FNTP-FRTP, CAPEB, UNICEM, SDES, Sit@del2, INSEE, ECLN, Vecteur Plus, Banque de France, Pôle Emploi, DARES, Acoos-URSSAF, STMT, DREAL Bretagne, Ademe.

Source : Dreal Bretagne, Ademe.

## Avec le concours des membres de la Cellule Economique de Bretagne :

Membres fondateurs : DREAL Bretagne

Membres de droit :  
 Préfecture de la région Bretagne  
 Conseil régional de Bretagne  
 Trésorerie Générale  
 Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE)  
 Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Bretagne (DRAAF)  
 Conseil Economique, Social et environnemental régional de Bretagne (CESER)  
 Banque de France  
 Direction Régionale de l'Economie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités de Bretagne (DREETS Bretagne)

Membres actifs :  
 Aro Habitat Bretagne  
 Association Bretagne Interprofessionnelle des Bois (ABIBOIS)  
 Banque du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP Banque)  
 Banque des Territoires Bretagne  
 Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment (CAPEB)  
 Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment du Finistère  
 Conseil de l'Ordre des Architectes de Bretagne  
 Crédit Mutuel Arkéa  
 ENEDIS - Direction régionale Bretagne  
 Fédération du BTP des Côtes d'Armor  
 Fédération du BTP du Finistère  
 Fédération du BTP d'Ille & Vilaine  
 Fédération morbihannaise du BTP  
 Fédération Ouest SCOP BTP  
 Fédération des Promoteurs Immobiliers de Bretagne  
 Rennes Métropole  
 Syndicat des négociants en matériaux de construction de Bretagne  
 Territoires et Développement